



ARRETE N° 63/2024
TERRASSEMENT SOUTERRAIN AVEC FOUILLE
POUR TRAVAUX ENEDIS
Rue Gallier

Le Maire de la Commune de Chaumes-en-Brie,

(Pour rappel, toute demande d'arrêté devra être effectuée sous un délai de 15 jours avant date d'intervention)

Vu le code de la route et notamment les articles R.411-8 et 411-25,

Vu les articles L. 2213-1 à l'alinéa 2 de l'article L. 2213-4, du code général des collectivités territoriales, relatifs à la police de la circulation et du stationnement,

Vu l'article L.511-1 du code de la sécurité intérieure,

Vu l'arrêté de voirie n° 18-2024 en date du 06 mai 2024 autorisant des travaux sur le domaine public,

Vu la demande du 03 mai 2024 de la société EESM sise TSA 70011 chez Sogelink – 69134 DARDILLY Cedex, qui sollicite un arrêté de circulation pour le terrassement souterrain (10m) avec fouille pour travaux Enedis sur la rue Gallier, du mardi 28 mai au samedi 15 juin 2024, de 08h00 à 19h00,

Considérant que pour permettre le bon déroulement des travaux et pour l'intérêt général, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : - La société EESM est autorisée à procéder au terrassement souterrain (10m) avec fouille pour travaux Enedis sur la rue Gallier, du mardi 28 mai au samedi 15 juin 2024, de 08h00 à 19h00.

ARTICLE 2 : - Le stationnement sera interdit et la circulation sera alternée par feux tricolores pendant la durée des travaux, si nécessaire.

ARTICLE 3 : - La société EESM sera responsable des éventuelles reprises de voiries dues à ses travaux pendant une année à compter de son intervention.

ARTICLE 4 : - La société EESM débutera les travaux après le passage du bus scolaire, afin de ne pas impacter la circulation de ce dernier.

ARTICLE 5 : - L'accès des riverains à leurs propriétés sera maintenu.

ARTICLE 6 : - En cas de défaillance dans l'organisation de la circulation et de la mise en place en sécurité du chantier, cette dernière entraînera la suppression de la présente autorisation.

ARTICLE 7 : - La fourniture, la mise en place de la signalisation seront assurées par la société EESM.

ARTICLE 8 : - La sécurité des usagers reste sous l'entière responsabilité de la société EESM.

ARTICLE 9 : - La Gendarmerie et l'ASVP seront chargés de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 10 : - La non-observation des dispositions du présent arrêté expose les contrevenants à des poursuites judiciaires.

ARTICLE 11 : - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de **deux mois** à partir de son affichage.

ARTICLE 12 : - Ampliation du présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Chaumes-en-Brie
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- L'Agent de Surveillance de la Voie Publique de Chaumes-en-Brie
- Société EESM

Fait à Chaumes-en-Brie, le 13 mai 2024

Jean-Philippe LACHAL
Directeur des Services Techniques



Date d'affichage : 14/05/24
Date de notification : 14/05/24
Date de désaffichage :